NUMÉRO EXCEPTIONNEL

PARIS MATCH
1949 | 2019
70 ANS

EN KIOSQUE ACTUELLEMENT



IDÉES

Ce que pensent vraiment les Français

Depuis 1981, une enquête sonde à intervalle régulier **les valeurs des Français**. *La dernière livraison contient nombre de surprises et incite plutôt à l'optimisme. Entretien avec trois des chercheurs qui l'ont conduite*

Propos recueillis par **VÉRONIQUE RADIER**

Votre livre a mobilisé une vingtaine de sociologues et de politologues. Il s'appuie sur la dernière édition de l'enquête internationale European Values Study (voir encadré p. 66), et étudie les valeurs des Français dans toutes sortes de domaines – famille, sexualité, travail, politique, religion, environnement – et la façon dont elles ont évolué en quarante ans. Ce qui frappe avant tout, c'est leur relative stabilité...

Frédéric Gonthier Pour comprendre et analyser la société, il a longtemps été mal vu de s'intéresser à la subjectivité, aux valeurs individuelles. Il fallait s'en tenir à des indicateurs tels que la profession, les revenus ou le diplôme, or nous tendons de plus en plus à nous définir à travers ce que nous croyons personnellement. Nos convictions comptent autant, voire davantage, dans notre vie et nos choix que l'appartenance à telle classe ou tel milieu. Les valeurs sont des croyances profondes. On les acquiert dès le plus ➤➤

SOMMAIRE
p. 67
Brésil : les facs dans le viseur de Bolsonaro
p. 68
Le "populisme de gauche" est mort

RIKI BLANCO POUR "L'OBS"

jeune âge, à travers ses parents, des « pairs » comme les amis ou les voisins, puis elles se renforcent lorsqu'on intègre d'autres collectifs professionnels, associatifs, militants... Elles sont donc stables dans le temps pour chacun mais cela ne signifie pas qu'elles soient complètement figées. Des études ont montré que nos croyances s'adaptaient au contexte et à notre capacité à agir sur lui. Par exemple, en période de crise économique, une vision restrictive de la justice sociale s'impose. On considère normal de concentrer les aides sur certaines catégories perçues comme plus méritantes. A l'inverse, lorsque la situation s'améliore, des attitudes et des conceptions plus généreuses, plus universalistes vont s'imposer.

Diverses crispations conservatrices font régulièrement l'actualité, on assiste pourtant à un considérable assouplissement de la liberté des mœurs.

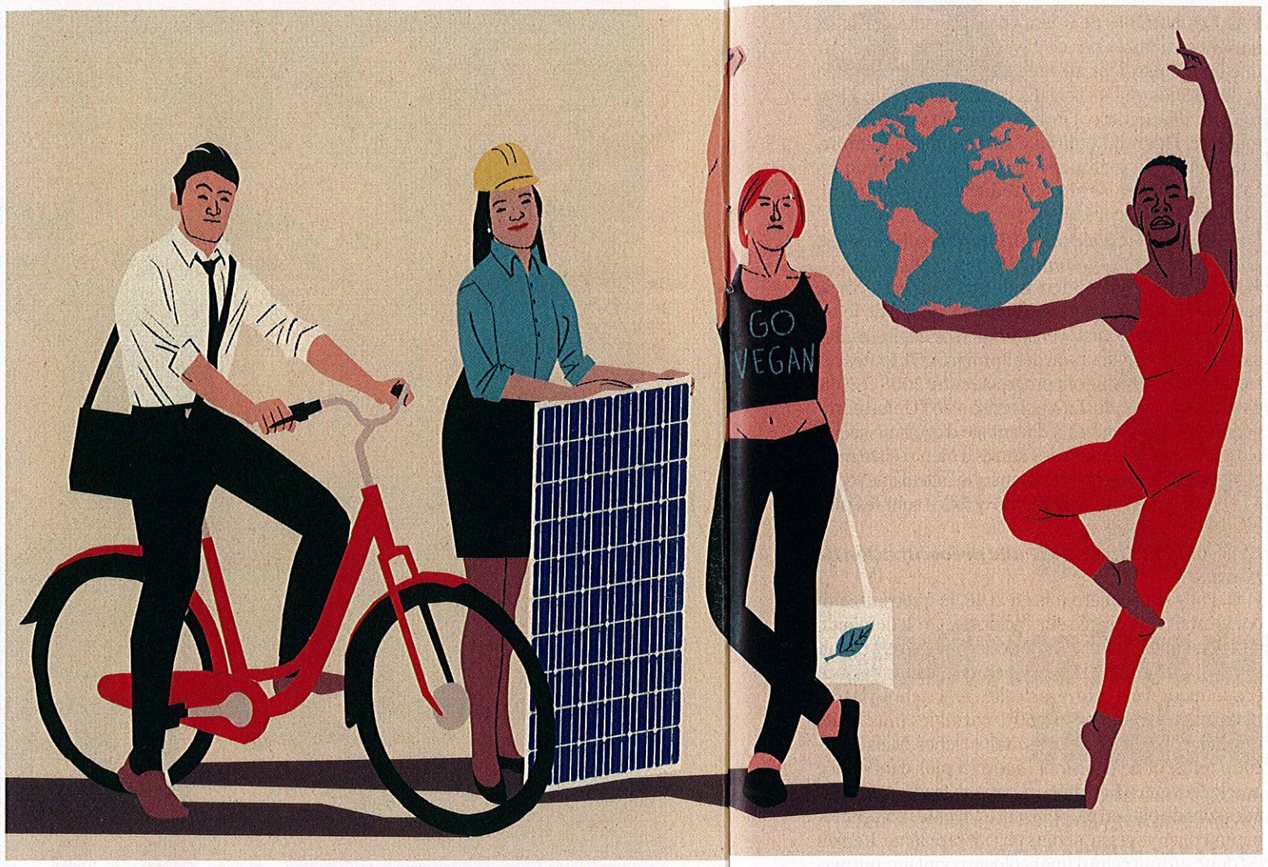
F. G. L'évolution des valeurs se joue sur le long terme, à travers le renouvellement des générations. La libéralisation des mœurs a été portée par celle du baby-boom et les suivantes. Excepté les plus de 70 ans, tout le monde trouve aujourd'hui justifiés des comportements autrefois réprouvés comme le divorce, l'avortement, l'homosexualité ou même l'euthanasie. L'affaire Vincent Lambert peut donner l'impression d'une société française très clivée sur cette question mais, malgré l'activisme d'une minorité traditionaliste, l'opinion est largement favorable à l'euthanasie. Ces évolutions traduisent un mouvement de fond : l'individualisation des valeurs. Chacun veut désormais affirmer ses choix de façon personnelle et sans forcément se conformer aux injonctions d'autorité traditionnelles comme l'Eglise, les normes sociales ou les partis politiques. Et depuis les années 1990, le respect des autres et la tolérance arrivent en tête des valeurs que les parents veulent inculquer à leurs enfants.

Pierre Bréchon C'est l'un des domaines où les valeurs ont le plus fortement évolué depuis quarante ans. Les Français veulent que l'ensemble des formes de famille et des relations de couple soit possible. Le droit au mariage homosexuel a été défendu au nom de la liberté de chacun par beaucoup d'hétérosexuels. De même, la possibilité d'avorter est soutenue par de nombreuses femmes qui n'ont nullement l'intention d'y avoir recours. Cette volonté d'autonomie dans la vie privée s'est propagée toutes générations confondues, les plus jeunes entraînant leurs aînés, excepté les plus âgés, toujours adeptes des valeurs familiales conformistes dans lesquelles ils ont vécu.

En 1981, 4% de Français considéraient les immigrés comme « indésirables », en 2018 ils sont 10%. La xénophobie gagne-t-elle du terrain?

F. G. Après avoir diminué, le noyau franchement hostile aux étrangers a progressé entre 2008 et 2018, mais dans le même temps, la proportion de ceux qui sont attentifs à la condition des immigrés augmente également. Elle représente plus d'un tiers des Français. Entre 2013 et 2016, avec le climat anxiogène lié aux attentats et l'afflux de réfugiés venant de zones de guerre, on aurait pu craindre une montée en flèche du racisme. C'est le contraire qui s'est produit. La tolérance vis-à-vis des minorités, dont les musulmans, a progressé, signalant que les Français ne faisaient pas l'amalgame entre islam et attentats commis au nom du djihad. L'appel à la solidarité et à la mobilisation contre l'intolérance, lancé par les principaux partis politiques et relayé par les médias, a aidé à entraîner l'opinion dans un sens progressiste. Plusieurs enquêtes ont démontré que les préjugés sont très sensibles au contexte et à la façon dont les débats sont menés. Tous ces éléments ont conduit à atténuer les stéréotypes racistes plutôt qu'à un repli xénophobe.

Vincent Tiberj Lorsqu'on demande aux Français s'ils verraient un inconvénient à vivre à côté de voisins qui seraient « *étrangers* », « *juifs* », « *musulmans* » ou « *des gens d'une autre race* » *[traduit selon la terminologie internationale utilisée depuis les années 1980, NDLR]*, seule une très faible proportion affiche un rejet ou une hostilité, et sur quatre décennies, les chiffres sont assez stables. Avec une exception notable et qui devrait nous faire réfléchir : elle concerne les « *Gitans* » *[idem]*. Cette question ne suffit sans doute pas en elle-même à explorer les diverses facettes de la xénophobie, notamment l'islamophobie, mais elle témoigne que notre société ne s'est pas fermée dans son ensemble aux immigrés. Même l'idée d'une préférence nationale à l'emploi perd du terrain, 61% des Français y étaient favorables en 1990, ils ne sont plus que 42%. Plus on est diplômé, plus on est jeune et plus on est athée, moins l'on rejette les autres groupes ou nationalités.



« LES FRANÇAIS SONT AUSSI POLITISÉS QU'AUTREFOIS, VOIRE DAVANTAGE. MAIS LE SENS DU VOTE A CHANGÉ. LA PARTICIPATION DEVIENT PLUS INTERMITTENTE. »

Contrairement à une idée assez répandue, les Français immigrés ou descendants d'immigrés sont plutôt moins xénophobes ou conservateurs que le reste de la population...

V. T. L'histoire migratoire d'une famille tend à maintenir les liens de solidarité même après plusieurs générations. Qu'ils viennent d'Europe, du Maghreb, d'Afrique ou du reste du monde, les Français nés à l'étranger ou dont les parents sont nés à l'étranger ont une vision des nouveaux arrivants nettement plus positive que la moyenne. Ils sont massivement opposés, par exemple, à la préférence nationale en matière d'emploi. On se cristallise sur les minorités « visibles », alors que plus d'un tiers des étrangers sont originaires d'Europe, avec une intensification des flux au cours des dix dernières années. Nous avons aussi cette illusion fixiste que les immigrés n'ont pas changé depuis les années 1960. Or ils sont plus diplômés que la moyenne, ce qui explique pour partie ces résultats. Sans oublier l'amalgame trompeur entre immigrés et musulmans : parmi les répondants venus, eux ou leurs parents, du Maghreb ou d'Afrique, 41% se déclarent musulmans, 20% catholiques et 31% sans religion.

Qu'en est-il des Français de religion musulmane sur des sujets de société tels que les droits des femmes?

V. T. Leurs réponses balaient les clichés : ils sont plus opposés que la moyenne à l'idée que l'on puisse réserver des emplois aux hommes, ou, par exemple, à la peine de mort. Il n'y a pas de conservatisme musulman systématique. Concernant la radicalisation et ses dangers, je crois qu'il existe un profond malentendu. La France est un pays largement déchristianisé. Or les immigrés récents arrivent de pays où, à l'inverse, la religion constitue toujours un guide majeur de l'existence ; par exemple, ils élèvent leurs enfants dans un respect vis-à-vis d'elle que l'on ne rencontre plus que parmi une toute petite minorité de catholiques. C'est cela qui nous amène à les regarder comme des extrémistes qu'ils ne sont pas toujours. D'ailleurs, être très religieux n'implique pas que l'on soit prosélyte. C'est une pratique privée, une éthique de soi. Et si des jeunes voient les convictions religieuses et les idées qui en découlent comme ne pouvant pas être remises en question, ainsi que l'ont montré certaines enquêtes, ils ne considèrent pas que celles-ci doivent s'imposer aux autres.

En même temps, on assiste à une montée du sentiment de fierté d'être français. Faut-il y voir le signe d'un renouveau du nationalisme?

F. G. En 1981, 80% des répondants se disaient déjà fiers d'être des citoyens français, ils sont aujourd'hui 92%. Ce sentiment de fierté nationale a particulièrement augmenté parmi les plus « ouverts », à savoir les moins de 30 ans, les plus diplômés, les proches de la gauche radicale, ou encore les athées et sans-religion. Cela donne une idée plus précise du type d'évolution que l'on capture ici car ces groupes sont porteurs d'une vision très « inclusive » et non fermée de la notion de citoyenneté, d'identité.

Si tant de Français s'abstiennent à certains scrutins, est-ce en raison d'un moindre intérêt pour la politique?

P. B. Ils sont aussi politisés qu'autrefois, voire davantage, mais entre comprendre et se rendre dans les urnes, l'écart est grand. Le sens du vote a changé.

PIERRE BRÉCHON et FRÉDÉRIC GONTHIER sont enseignants-chercheurs à Sciences-Po Grenoble. Avec Sandrine Astor, ils ont coordonné « la France des valeurs, quarante ans d'évolutions » qui sort aux Presses universitaires de Grenoble.
VINCENT TIBERJ, professeur à Sciences-Po Bordeaux, en signe plusieurs articles.

RIKI BLANCO POUR "L'OBS"

On accomplissait autrefois son devoir électoral sans forcément bien savoir quel sens donner à son vote. Aujourd'hui, le citoyen s'exprime dans les urnes s'il trouve pour cela des raisons importantes, parce qu'il veut soutenir ou sanctionner un camp. La participation devient du coup plus intermittente, très importante à la présidentielle, faible dans les élections locales.

Et qu'en est-il de la défiance à l'égard des institutions?

F. G. Toutes sont loin d'être discréditées. L'idée d'un Etat-providence étendu et protecteur reste très soutenue dans l'opinion, et une grande partie des Français accordent leur confiance à celles qui en sont emblématiques comme l'enseignement, le système de santé et la Sécurité sociale, à un niveau qui progresse même depuis les années 1990. De même pour la police et l'armée, à plus de 80%. Là aussi, la tendance est à la hausse, ce qui peut s'expliquer par les attaques terroristes subies par la France depuis 2015. Ce sont les institutions politiques, comme le gouvernement et le Parlement, qui sont mises en cause, avec un score inférieur à 40%. Pour les partis politiques, on tombe à 12%. Il s'agit donc moins d'un discrédit des mécanismes institutionnels que d'un déficit de légitimité des gouvernants.

Les partis traditionnels sont en chute libre mais le clivage gauche/droite demeure pour l'instant le plus mobilisateur...

P. B. Il est profondément enraciné dans la société française. Au cours de l'enfance et de la jeunesse, les valeurs que l'on intériorise ont toutes les chances d'être politiquement marquées. Beaucoup se construisent comme citoyens « de gauche » ou « de droite » même si d'autres peuvent rester plus indéterminés. Les politiques mises en œuvre par les gouvernants sont souvent des compromis, et il est difficile d'établir avec précision à quel point les décisions prises sont de gauche ou de droite, mais la majorité des individus se revendiquent toujours plutôt comme tels. Ce sont ceux qui manifestent le plus d'intérêt pour la politique.

F. G. Les systèmes de valeurs des individus sont fortement structurés par ce clivage. Il détermine pour une bonne part leur attitude vis-à-vis de l'économie et des grands enjeux sociaux comme la famille, l'Europe, la démocratie, l'immigration. D'une certaine manière, l'identité politique est une méga-identité, elle devient un marqueur d'autant plus fort que les autres, le genre ou le niveau d'éducation notamment, perdent en influence.

Quelles sont les préoccupations des plus jeunes, souvent présentés comme individualistes?

F. G. Depuis 1990, on demande aux Français s'ils se sentent concernés par les conditions de vie de leurs voisins, de leurs concitoyens, des personnes âgées, des malades, des chômeurs ou des immigrés. Or, toutes ces facettes de l'altruisme ont progressé entre 2008 et 2018, c'est assez inattendu. La « polycrise » de l'Union européenne n'a pas conduit à davantage d'égoïsme social. Non seulement le souci des autres a bien résisté mais c'est parmi les jeunes générations que l'altruisme social a le plus augmenté, alors même qu'elles sont les plus exposées à la crise.

Et l'écologie? Reste-t-elle une préoccupation de nantis?

F. G. Pour la première fois en 2018, le questionnaire comportait une entrée sur l'écologie. On a demandé aux personnes interrogées de déterminer ce qui devait avoir la priorité entre l'environnement ou la croissance économique. Une courte majorité, 50%, a choisi la planète, un taux qui monte à 60% parmi les plus hauts revenus, contre 44% chez les moins riches. Mais beaucoup refusent de choisir et l'âge a ici plus d'influence que les revenus. Les préoccupations environnementales sont de plus en plus présentes mais les comportements concrets et leurs coûts posent problème. L'enjeu est donc surtout celui d'une écologie populaire, qui permette à chacun d'agir selon ses moyens.

Sur différentes questions, avez-vous retrouvé le clivage souvent évoqué entre Français « ouverts » et Français « fermés » ?

F. G. L'ouverture est d'abord un trait de personnalité, renvoyant à la capacité de chacun à affronter les incertitudes et les menaces extérieures. Les Français sont d'autant plus ouverts qu'ils sont jeunes et diplômés et, à caractéristiques égales, qu'ils se situent politiquement à gauche. Les personnes fermées vont plutôt se tourner vers des idéologies et des partis qui répondent à leurs besoins profonds en matière d'autorité, d'ordre et de sécurité. Sociologiquement, on oppose souvent Français ouverts et Français fermés ou bien gagnants et perdants de la mondialisation mais ces grilles de lecture sont réductrices. Les oppositions d'opinion ne se superposent jamais complètement avec le lieu de résidence, le diplôme ou le revenu, et le séparatisme géographique n'est pas aussi net qu'on peut le croire.

P. B. En ce domaine, on tombe vite dans la caricature. En réalité, aujourd'hui, entre citadins et ruraux, les différences de valeurs sont minimes. En revanche, revenus et diplômes restent plus déterminants. ■

UNE ENQUÊTE EXCEPTIONNELLE

Lancée à la fin des années 1970 par des politologues et des sociologues, l'European Values Study est conduite dans plus d'une trentaine de pays européens depuis 1981. Répétée tous les neuf ou dix ans, elle répond à de fortes exigences de qualité, avec un questionnaire très détaillé qui permet d'apprécier l'évolution des valeurs dans les grands domaines de la vie sociale et personnelle. En France, plusieurs ministères, organismes de recherche et agences publiques participent à son financement. Pour le volet français de l'édition de 2018, 1870 adultes ont été sélectionnés selon une méthodologie rigoureuse, assurant une représentativité optimale de la population, avec un échantillon complémentaire de plus de 700 personnes de moins de 30 ans. Tous les répondants ont été interrogés en face-à-face, à leur domicile, durant cinquante minutes, par des enquêteurs professionnels. V. R.



Brésil : les facs dans le viseur de Bolsonaro

En réduisant les **subventions** *allouées aux départements de philosophie et de sociologie, le nouveau président vise une jeunesse qui lui est hostile*

Par **VLADIMIR SAFATLE,** *philosophe (*)*

Comme la presse mondiale s'en est fait l'écho, les universités brésiliennes ont été prises pour cibles par le gouvernement fédéral. Le ministère de l'Education a commencé par réduire de 30% le budget de trois des principaux établissements du pays, accusés de promouvoir le « bavardage » (manière de décrire dans la novlangue du pouvoir les débats politiques et discussions sur la situation nationale). Il a dû faire face à une opinion publique excédée par ce qu'elle a interprété comme une persécution politique contre des institutions exigeantes quant au niveau de leur recherche. En réponse, le gouvernement a tout simplement généralisé les coupes aux soixante-neuf universités fédérales, qui comptent plus de 1,2 million d'étudiants. Le fonctionnement quotidien de plusieurs institutions est mis en danger.

Cette décision a été prise quelques jours après l'annonce par le président Jair Bolsonaro de son intention de supprimer des cursus de philosophie et de sociologie afin de privilégier *« des domaines qui génèrent des résultats immédiats pour le contribuable, tels que : le vétérinaire, l'ingénierie et la médecine »*. Un sophisme aux intentions très claires, puisque les dépenses consacrées à la recherche en sociologie et philosophie ne représentent que 1,4% et 0,7% des dépenses totales des agences fédérales.

Rien d'étonnant pour les Brésiliens. Deux jours après son élection, Jair Bolsonaro a montré que la lutte contre l'Education nationale serait l'une de ses priorités en postant lui-même des vidéos d'enseignants d'écoles publiques qui *« endoctrinent »* les élèves, et en promettant *« moins de politique dans les écoles »*. On imagine la pression que subissent aujourd'hui les enseignants du public.

En s'attaquant aux institutions universitaires, l'Etat brésilien applique la politique habituelle des gouvernements d'extrême droite. En Turquie et en Hongrie, on a pu constater aussi, à différentes échelles, la persécution d'enseignants et la fermeture de départements. Ces gouvernements savent qu'ils n'auront jamais l'appui du monde universitaire, car c'est des universités que provient une bonne partie des principes qu'ils combattent, c'est là que s'énonce le désir de modifier nos « formes de vie » et de renouveler les concepts d'identité, de frontière, d'origine, d'appartenance qui sont au cœur du débat politique. Cependant, dans le cas du Brésil, un autre élément entre en jeu. Depuis 2013, sa jeunesse est à l'avant-garde de la protestation sociale : mouvement Occupy en 2011, grandes manifestations de 2013, occupation en 2016 des écoles publiques que le gouvernement de São Paulo menaçait de fermer, manifestations en 2017 et 2018 pour la défense des groupes socialement vulnérables (femmes, LGBTQ).

Au cours de la dernière décennie, la composition des universités brésiliennes a considérablement changé. Aujourd'hui, 51,2% des étudiants des universités publiques fédérales sont noirs, 54,6% sont des femmes et 70,2% ont un revenu par habitant inférieur à 1,5 smic. En outre, 60,4% des étudiants de premier cycle ont fréquenté des écoles publiques. L'université est l'un des rares secteurs où les investissements publics sont réellement dirigés vers les plus pauvres et les plus vulnérables. Mais cette évolution va à l'encontre de ce que le régime Bolsonaro tente d'imposer à la société. Le gouvernement nommé par le nouveau président rassemble trois courants de la droite brésilienne : les militaires (à 40%) ou nostalgiques de la dictature ; les représentants d'une élite économique désireuse d'imposer des réformes qui favorisent la concentration des revenus, la financiarisation de l'économie et la précarisation du travail ; des prédicateurs évangélistes à l'agenda conservateur et en proie à des délires théologico-politiques.

Cet équipage espère renouer avec la version latino-américaine du néolibéralisme qui avait vu le jour au Chili à la fin des années 1970, avec Augusto Pinochet et ses Chicago Boys. Et pour parvenir à ce résultat, il lui faut commencer par museler les universités publiques. ■

(*) Professeur à l'université de São Paulo.

LAURINDO FELICIANO POUR « L'OBS »